

Association COMPRENDRE

15E Avenue Saint Jean de Beauregard 91400-ORSAY
Tél. 06 88 18 09 05 <http://comprendre.orsay.free.fr>

Compte rendu de la rencontre-débat du mardi 10 juin 2014 à Orsay

' L'Afrique, une chance à saisir '

animée par **Pierre-Henri TEXIER**

Ingénieur général des Eaux et Forêts

Vice-Secrétaire de l'Académie de l'Agriculture de France.

Pierre-Henri Texier a travaillé pendant trente ans en Afrique francophone subsaharienne notamment avec la Compagnie Française des Textiles, sur la production et la transformation du coton.

Au cours de son intervention devant la quarantaine de personnes présentes, il a essentiellement exposé la situation dans ces pays d'Afrique.

Notre invité a abordé successivement les aspects culturels, économique et celui de l'agriculture, en insistant sur les possibilités de développement dans chacun de ces trois domaines. Une large discussion avec la salle a terminé cette rencontre débat.

1. La francophonie, une chance culturelle

Quelques chiffres arrondis...

En 2010

Population mondiale : 7 milliards dont: 220 millions de francophones (3 % de la population mondiale) parmi lesquels 120 millions d'Africains.

En 2050 (estimation) *source Organisation Internationale de la Francophonie* : 9,1 milliards dont 600 millions de francophones (8 % de la population mondiale) dont 600 millions d'Africains. Le français passerait ainsi du 9^e au 6^e rang des langues les plus pratiquées sur la planète.

Le principal pays francophone sera la République Populaire du Congo, avec 150 millions d'habitants.

L'Afrique comptera alors **plus de 90 % des jeunes francophones** de 15-29 ans.

On peut donc affirmer que l'avenir de la francophonie se joue et se jouera en Afrique. C'est bien une chance à saisir pour les deux parties, Afrique et Occident. Il faut transmettre langue et culture, car, pour le reste, 'on est condamné à disparaître dans le contexte planétaire'.

2. L'aspect économique

L'Afrique dispose d'un potentiel minier important (uranium, manganèse, or, fer, pétrole, etc.) dont l'exploitation, qui n'en est qu'à son début dans plusieurs pays, représente l'essentiel des exportations.

La demande pour ces matières premières plus ou moins rares, auxquelles il faut ajouter le pétrole, ne fait que croître. On peut dire que l'essor économique de l'Afrique est en grande partie lié aux ressources minières et aux revenus qu'elles procurent.

Ce développement économique est illustré par le tableau ci-dessous. Ce sont trois grands pays, le Brésil, la Chine et l'Inde, qui contribuent principalement à cet essor.

Mais force est de constater que cet essor des exportations est loin de profiter à la majorité des populations : actuellement les ressources minières sont plus sources de conflits que créatrices de richesses.

Montant et destinations des exportations

<u>Valeurs en millions de dollars US</u>			
	<i>Total</i>	<i>Brésil + Inde + Chine</i>	<i>Europe + USA</i>
En 2000	2 000	180 / 9%	1 200 / 60%
En 2012	20 000	8 800 / 44%	6 400 / 32%

Source : 'L'Afrique et les grands émergents', Agence Française du Développement, Avril 2013

Le développement des exportations a permis à certains pays de diminuer leur endettement. C'est en particulier le cas de la Côte d'Ivoire : la dette publique y est passée de 300 % du PIB à moins de 100 %, résultat dû pour une part aux exportations, mais aussi à des abandons de dettes et une politique d'ajustement structurel.

3. L'agriculture et les besoins alimentaires

Le talon d'Achille actuel : l'agriculture et le problème des ressources alimentaires : l'Afrique importe encore aujourd'hui 30% de ses besoins en céréales, 50% de ses besoins en riz, et sucre. Les besoins en huiles alimentaires, très importants, compte tenu des habitudes locales, sont aussi couverts pour moitié par des importations.

Mais les possibilités sont là :

- 300 millions d'hectares disponibles.
- l'agriculture familiale peut parfaitement s'adapter et réaliser des gains de productivité spectaculaires.

L'exemple du coton est significatif :

- le passage de l'exploitation manuelle traditionnelle à la culture attelée permet de multiplier le rendement moyen par 3 et la surface cultivable par agriculteur par 3 ou plus. En cas de mécanisation (tracteur), la surface cultivable peut être dix fois supérieure.

- de 1975 à 2005, la production a été multipliée par 10 pour 7 pays d'Afrique francophone. La productivité du travail reste faible, comparée à celle observée au Texas par exemple, mais la production par hectare peut, dans des pays comme le Mali ou le Cameroun, y être supérieure.

Les débouchés à l'exportation sont très importants, surtout vers la Chine, qui importe aujourd'hui environ la moitié de la production mondiale de coton.

Il existe globalement de grandes possibilités de hausse des rendements agricoles : actuellement le rendement moyen en céréales est de 1 t/ha alors qu'en France, il est de l'ordre de 10 T/ha aux Etats-Unis.

NdR : à titre d'exemple concret, à Dogondoutchi (Niger), ville jumelée avec Orsay depuis de nombreuses années, le rendement moyen en céréales qui était il y a encore quelques temps de l'ordre de 300 kg/ha est en train de passer à 800 kg/ha avec un minimum d'engrais et de bonnes semences.

Le taux de mécanisation est très faible et la majorité des terres sont travaillées manuellement ou avec un attelage animal.

Il suffirait d'une véritable volonté politique, qui viserait à accroître les capacités de production agricole nationale pour faire face aux chocs externes ;

réorienter l'aide publique au développement vers le secteur rural et les petites exploitations familiales.

promouvoir une approche renouvelée des stocks mondiaux et régionaux.

favoriser l'accès aux semences, aux engrais, structurer la chaîne logistique agroalimentaire (stockage villageois, transports, première transformation).

améliorer la gouvernance mondiale.

DISCUSSION (extraits)

Q. *Quid de l'achat de terres par la Chine ou d'autres pays ?*

R. On observe un ralentissement de ce phénomène, compte tenu de la position de certains gouvernements africains, mais aussi, et surtout, par le montant global du prix de revient des denrées livrées dans les pays acheteurs :

Les équipements et la logistique sont le plus souvent déficients, il faut un certain nombre d'années pour obtenir les premières productions, les taux d'intérêt locaux sont très élevés. Tous ces coûts induits conduisent à des prix finaux peu différents de ceux que l'on peut observer dans l'ex Europe de l'Est ou même dans certains pays occidentaux.

Q. *Y a-t-il des industriels africains francophones d'entreprises minières ou agro-alimentaires possédant de grandes fortunes ?*

R. Les grandes sociétés francophones sont en général à participation étatique ; ainsi la troisième société cotonnière mondiale est la Sofitex au Burkina qui est détenue à 65 % par l'État et à 30 % par les paysans. Les deux premières sont chinoises. La principale société américaine ne représente que la moitié du chiffre d'affaires de la Sofitex.

A noter que, dans le palmarès des grandes fortunes mondiales publié par Forbes, figurent trois africains des états anglophones.

Q. *Le rôle des institutions financières internationales pour l'agriculture africaine ?*

R. La thèse de la Banque Mondiale : laisser l'agriculture africaine maîtresse de son développement. La position du FMI a été moins catégorique. Quant à la France, elle fait globalement peu dans ce domaine.

Q. *La présence et l'utilisation des OGM ?*

R. Il y a beaucoup de production de coton OGM, en Afrique francophone subsaharienne (et ailleurs dans le monde...). La France est absente dans ce domaine, car elle n'est plus en mesure de réaliser un transfert technologique inexistant. Le secteur français des biotechnologies végétales est sinistré à cause des campagnes anti-OGM.

Q. *La logistique (infrastructures et stockage) dans le domaine agricole ?*

R. Il y a encore beaucoup à faire. L'existant logistique est en grande partie aux mains du Groupe Bolloré et du danois MAERSK, premier armateur mondial devant la CMA-CGM détenue par le franco-libanais Saadi.

Q. *Quels sont les critères qui permettent de chiffrer l'extension de la francophonie africaine en 2050 ?*

R. On s'appuie essentiellement sur les positions des Africains eux-mêmes...
